

La Lettre du C.D.E.S.

BULLETIN DU RESEAU

Le COMBAT SYNDICALISTE

I.S.S.N.: 1240-0009 * C.P.P.A.P.: 721171 *



22 Mai, nous étions quelques 300 au Somport...

**Numéro 29 été 94
10 FRANCS**

**Un dimanche à
la campagne...**

**LIBÉRATION?
QUELLE
LIBÉRATION?**

**PROCÈS C.I.P.
AMENAGEMENT
DU TERRITOIRE**

avis à la population

• **VENDREDI 24 JUIN : PIQUE NIQUE DE L'ETE**
Pour fêter l'arrivée de l'été, l'Union locale organise un pique nique en soirée. Rendez-vous entre 18 et 19 heures au local. Le pique nique aura lieu sur les côtes de Pech David. N'oubliez pas votre casse-croûte. Il y aura de quoi boire (avec modération).

• **SAMEDI 25 & DIMANCHE 26 JUIN, RENCONTRE DES JEUNES LIBERTAIRES DE LA REGION A MARCIAC:**
Tous les jeunes libertaires et leurs sympathisants de la région sont conviés à une rencontre fraternelle qui se déroulera à Tarbes. Des voitures au départ de Toulouse (tel : 61 52 86 48) et e Bordeaux (56 48 24 35)

• **30 JUIN, 1 & 2 JUILLET "RACINES" :**
Pendant trois jours, nombreux débats, concerts... au festival inter-culturer "Racines" qui se tiendra au lac de Raynerie.

• **VENDREDI 7 JUILLET DEBAT A BATON ROMPU:**
Au local, 7 rue St Remesy, 20 h 30, le débat du mois tournera autour de (N.B. : en août, le débat "à baton rompu" aura lieu... au camping CNT)

• **PREMIERE SEMAINE DU MOIS D'AOUT :**
Le camping de la C.N.T. se déroulera pendant la première semaine d'août en Dordogne. Le terrain de camping municipal est situé dans un cadre très agréable (lac, forêt, sanitaires corrects). Des débats auront lieu chaque soirée. En principe le repas du soir est pris en commun. Le tarif (terrain de camping + repas du soir) est plus que raisonnable. Si vous êtes intéressé, n'hésitez pas à nous contacter.

MODE D'EMPLOI

• **C.N.T. :** la Confédération Nationale du Travail, section française de l'A.I.T. (Association Internationale des Travailleurs) est anarcho-syndicaliste. Son siège national se trouve à Bordeaux.

• Le secrétariat de l'Union Régionale Midi-Pyrénées est à Toulouse.

• A travers son C.D.E.S. (Centre de Documentation et d'Etudes Sociales), la C.N.T. organise diverses activités (rencontres, débats, sorties, bibliothèque...) et publie tous les deux mois, dans le cadre du réseau de presse "Le Combat Syndicaliste" ce bulletin.

• Les Jeunes libertaires se réunissent également dans les locaux de la C.N.T.

• **NOTRE ADRESSE :**

C.N.T., 7 rue ST REMESY 31000 TOULOUSE

• **POUR NOUS CONTACTER :** N'hésitez pas

- à passer aux permanences :

C.N.T., C.D.E.S., le samedi de 17 à 19 heures,

Jeunes libertaires, le samedi de 15 à 17 heures,

- à nous téléphoner : 61 52 86 48 (répondeur)

- à participer à nos diverses activités.

• **POUR VOUS ABONNER, POUR ACHETER NOS BROCHURES :**

Utilisez le C.C.P. : C.D.E.S. , N° 3 087 21 H Toulouse.

• **TARIF DE L'ABONNEMENT A "LA LETTRE DU C.D.E.S.-Combat Syndicaliste" :**

Un an ; abonnement normal : 50 francs,

Un an ; abonnement de soutien : 100 francs et plus.

• **SI VOUS PASSEZ PAR DIJON :**

• La F.A. de Dijon, MALOK@ et TWIST AGAINST organisent le FESTIVAL LIBERTAIRE de DIJON qui se déroulera le vendredi 8 juillet 94 et le dimanche 9, Salle des fêtes, 71 route de Dijon à Longvic (Dijon). Au menu :

- Vendredi 8 juillet : Théâtre avec THEOFILE, concert avec GASPARD, HIATUS, OI POLLOI, P.M.A., CONDENSE.

- Samedi 9 juillet : conférence avec Serge LIVROZET : "Média, Culture & Anarchie", concert avec TRISTAN LEA, PROHIBITION, CUT THE NAVEL STRING, SUPER FRESH BABALI, SCRAPS.

- Pendant les deux jours : stands et débats avec : la C.N.T., le SCALP, les C.A.L., la F.A., l'U.A., la Coordination des sans abris, le Centre d'information et de recherche cannabique et de nombreux autres groupes, associations, éditeurs...

- P.A.F. : une journée 50 F, les deux : 80 F. Renseignements : 80 66 81 49 le samedi p.m. •

• **QUELQUES ADRESSES**

• A.I.T., Apartado de Correos 143, 46080 VALENCIA, ESPAÑA

• **CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL** 27 rue Louis de Foix, 33000 BORDEAUX

• **U. R. MEDITERRANEE :** • C.N.T., B.P. 171, 34203 SETE CEDEX •

CENTRE : • C.N.T. boîte à lettre N°33, 4 rue d'ARCOLE, 72000 LE MANS •

AQUITAINE : • C.N.T., B.P. 511, 64010 PAU CEDEX •

NORMANDIE : • C.N.T. B.P. 2010, 14019 CAEN.) •

DANS L'EST : • C.N.T., B.P. 343, 25207 MONTBELIARD CEDEX

EN BRETAGNE : • C.N.T., 1 rue PROUDHON, 29200 BREST •

C.N.T., B.P. 5067, 35061 RENNES •

EN RHONE-ALPES : • C.N.T., B.P. 223, 38405 St MARTIN D'HERES CEDEX. •

EN REGION PARISIENNE : • C.N.T., 5 chemin de la BONDE, 91490 DANNEMOIS •

C.N.T.-A.I.T., c/o "LES NOUVELLES LIBERTAIRES", B.P. 427/16, 75769 PARIS CEDEX 16 •

DANS LE NOR : • C.N.T. syndicat des PTT, C.T.A. d'Amiens, rue DEJEAN, 80000 AMIENS

UN DIMANCHE A LA MONTAGNE

Dimanche 22 Mai, c'est la manif contre le tunnel du Somport. Après quatre heures de route, notre car, organisé par l'Union locale C.N.T. de Toulouse, arrive au sommet du col. Nous y retrouvons des compagnons des U.L. de Pau, de Bordeaux, de Périgueux, de Montpellier... et des "Federaciones Locales" de Zaragosse et de Huesca.

Autour des drapeaux rouges-et-noirs, on se regroupe sur une petite butte pour pique-niquer, discuter...

Mais voilà, pour descendre à pied un col sur quatre kilomètres, il faut des organisateurs, pour manifester dans un lieu absolument désert, il faut un "Service d'Ordre", pour savoir ce que nous pensons (ou ce qu'ils aimeraient que nous pensions), il faut des orateurs.

"Organisateurs", "Service d'Ordre", "Orateurs"... tout ce beau monde, dans un site immense, n'a trouvé d'autre lieu pour organiser, surveiller, discourir que notre coquette salle - à - manger champêtre.

On leur fait tout de même de la place. Un camion qui servira de tribune, s'installe au milieu de nous. Les pneus dans le plat, en quelque sorte.

Maintenant arrivent les "Officiels", dont des candidats aux élections européennes. Bien sûr, le public que nous constituons ne correspond pas à un public habituel de figurants pour meeting électoral. Notre simple présence les gêne.

Deux ou trois excités du "Service d'Ordre" tentent brutalement d'arracher un des nombreux drapeaux cénétistes qui apportent une touche délicieusement colorée à un "camion estrade" décidément très triste. Nous

les prévenons poliment qu'ils marchent sur des oeufs. Rien n'y fait. La sauce tourne à l'aigre et nous n'avons pas fini le sauciflard que déjà on passe aux jeux de mains. Le "Service d'Ordre" qui comprend visiblement mieux ce langage bat prudemment en retraite, nos banderoles restent là où elles étaient, nous reprenons nos papotages entre copains et finissons

ni tunnel. Ni Etat, ni patron !" est un slogan poussé par 7 à 800 gorges.

Devant, les organisateurs ont organisé ... une chaîne avec les membres du S.O, certainement pour protéger la montagne, des fois qu'un "casseur" se précipiterait la tête la première sur un rocher pour le briser. Ils pensent à tout, ces gens là.

A 4 km du chantier du tunnel, on s'arrête. La veille, les politicards du collectif se sont mis à table à la préfecture et ont raccourci le parcours de moitié. Ils avaient appelé à manifester "just-qu'au forges d'Abel", ils nous



• NOTRE PHOTO : LA TETE DU CORTEGE DE LA C.N.T.

nos saucissons. Fin de la première cène .

Dans cette manif d'environ 5000 personnes, notre cortège, situé vers le milieu, compte 150 cénétistes et se grossit immédiatement de plusieurs centaines de sympathisants libertaires. "Ni rail,

font arrêter à mi-chemin. C'est de la publicité mensongère, foi de ménagère anarcho-syndicaliste.

La masse des gens, pas au courant de cette cuisine nauséabonde, continue à descendre vers le chantier -malgré le "Service

• SUITE AU VERSO

• PHOTO DE COUVERTURE : VUE GLOBALE DU CORTEGE DE LA C.N.T. LE 22 MAI 94

UN DIMANCHE A LA MONTAGNE



• SUITE DU RECTO

d'Ordre" qui panique. D'autres s'interrogent sur place, sans rien comprendre à cette castration du parcours.

Notre participation à cette manif était volontairement pacifique. Le tract abondamment distribué par la C.N.T. de Pau dans tout le cortège était à cet égard on ne peut plus explicite.

En arrivant sur les lieux, le matin du 22, nous avons appris que le parcours venait d'être raccourci. Comme nous avons décidé de rester avec l'ensemble des manifestants, nous avons fait stationner notre bus sur le lieu officiel de dispersion (C'était d'ailleurs pratiquement le seul à attendre à cet endroit là). Et voilà t'il pas que trois "organisateur" (brassard jaune, talkie walkie et allure flippée) prétendent le réquisitionner pour remonter leurs troupes défraîchies au Somport (ou stationnent les autres bus). Après une explication aussi courte que claire, le bus de la C.N.T. reste à sa place. Non mais.

Pendant ce temps, des grappes de manifestants continuent à descendre vers le chantier, suivant en cela l'appel lancé initialement par les "organisateur responsables".

La confusion est à son comble ! Ce n'est plus une manif mais de la mayonnaise mal touillée.

Nous arrivons à notre tour sur le lieu de dispersion. Les insectes à brassard jaune du S.O. coupent en deux notre cortège débonnaire. Décidément, cette

espèce mute facilement en police parallèle (dispersion, réquisition, tentatives d'intimidation... droles d'écolos). La moutarde monte au nez de quelques copains. Les baffes volent. Fin du deuxième acte et dispersion du "Service d'Ordre".

Dans tout ce bordel organisé, finalement, 5000 manifestants se retrouvent dispersés sur huit kilomètres. Plusieurs centaines sont arrivés devant le chantier. D'expérience, nous savons que ce type de situation tourne toujours au détriment des plus faibles et des plus mals informés. Nous décidons alors de rester sur place pour ne pas les laisser seuls face à la répression. Notre slogan est "On est venu tous ensemble, on repartira tous ensemble".

En bas, Isler Béguin, député européenne verte se pavane devant les caméras et bavasse contre les gens présents sur le chantier, ce qui est une façon indirecte mais éloquent d'appeler à la répression.

De fait, porte parole d'un *collectif national* (dans lequel ne figure pas la C.N.T. car nos syndicats, qui sont opposés à la fausse solution du feroutage, subodraient les magouilles habituelles dans ce genre de collectif -*1-) elle confirme que cette démonstration n'avait pour le *collectif* qu'un enjeu électoral.

Pendant ce temps, éclatent les grenades lacrymogènes. Elles tombent sur les manifestants les plus avancés qui, tous, sont pacifiques et pensaient occuper symboliquement une partie du chantier. Le fait que pas un gendarme n'ait eu à souffrir de la moindre égratignure est à ce titre révélateur.

Du coup, la tension monte et

les manifestants du chantier bloquent la circulation. Le bouchon s'étend jusqu'à la frontière, sur huit kilomètres. Bientôt, les tirs tendus font leurs premières victimes, (qui, souvent, n'ont même pas un foulard pour se protéger) puis trois personnes sont arrêtées.

Alors que la répression s'abat, des membres du collectif organisateur tentent en vain de débloquer la circulation.

Antoine Waechter est pressé. Il veut s'en aller. Il proteste qu'on "*prend la manifestation en otage*" (les manifestants qui se prennent eux-même en otage, la logique waechterienne fait encore des dégâts...). Waechter ne passe pas.

Les politicards du collectif viennent insinuer que, si la route est débloquée les trois prisonniers seront libérés. Les manifestants leur rient au nez. Un vigoureux "*Libérez nos camarades*" accompagne la poursuite du blocage. La détermination des présents paye. Les gendarmes relâchent les trois prisonniers.

Il est 20 heures, le Somport s'endort. Quelques manifestants sont hospitalisés (*2) les autres ont simplement quatre heures de retard sur l'horaire.

Waechter a manqué son rendez-vous.

(*1) Les organisations les plus hétéroclites avaient signé l'appel du collectif, de la C.G.T. à la F.A. en passant par les Verts et les trotskystes.

(*2) On a pris des nouvelles. Tout le monde va bien. Mais, le lendemain, trois personnes ont été interpellées, pour d'autres faits en relation avec la lutte contre le tunnel du Somport. Pour certains politiciens, la vengeance est manifestement un plat qui se mange froid. On peut écrire aux victimes de la répression : Henry MARTIN, N° 15490-431, Maison d'Arrêt, 64037, Pau. Procès des trois inculpés le 20

1er MAI 94 A BARCELONE

L'Espagne, comme d'autres pays qui ont connu le *capitalisme triomphant* dix ans durant, se réveille aujourd'hui avec une impression de *gueule de bois*. La corruption gangrène les sphères dirigeantes du pays qui semble vaciller sous l'effet des crises à répétition : cela a commencé par le scandale P.S.V., une coopérative immobilière gérée par l'U.G.T. (syndicat socialiste, très proche du Premier Ministre Felipe Gonzalez) qui, au lieu de construire des H.L.M. a souvent servi à enrichir ses *propres* dirigeants. Puis vint l'affaire RUBIO, du nom du directeur de la banque d'Espagne dont la signature orne les billets de 2000 pesetas. Il a été envoyé en prison pour rafraîchir sa mémoire sur ses délits financiers et pour éviter qu'il n'imitte son ami ROLDAN, le Directeur de la Guardia Civil, lui aussi membre du P.S., qui s'est enfui pour ne pas avoir à expliquer comment les "fonds réservés" du Ministère de l'intérieur se sont retrouvés sur son compte en banque.

Face à cette situation de déliquescence, les résistances et les ripostes s'organisent petit à petit et s'amplifient. La contestation de l'Etat s'accroît notamment à l'égard de l'une de ses institutions les plus arbitraires : l'armée. Ainsi, depuis dix ans, on ne compte pas moins de 10.000 insoumis, et le nombre d'objecteurs augmente de plus de 50 % par an, si bien que d'ici quelques années, il n'y aura pratiquement plus un jeune pour faire son service militaire. Et ce ne sont pas les récents scandales pour brimades et tortures sur de jeunes appelés qui vont améliorer l'image de marque de la *grande muette*.

De même, les syndicats dits "représentatifs", embourbés dans leurs compromissions avec le gouvernement et le patronat sont progressivement rejetés par les travailleurs qui restent, dans un pays qui compte 23 % de chômeurs officiels. On a vu récemment des gens brûler leur carte de l'U.G.T. suite au

scandale P.S.V. Les conflits sociaux se multiplient (Gillette, SEAT...) et parfois par dessus les têtes des dirigeants syndicaux. Ainsi, à Lineares (Andalousie), les ouvriers de l'usine Sanatana/Susuki se sont mobilisés contre les menaces de licenciement et ont mené de nombreuses actions à la manière des salariés d'Air France en Novembre dernier : occupation d'usine, de bâtiments de l'administration territoriale, affrontements avec la police et perturbation des meetings du parti socialiste lors de la campagne pour les élections régionales.

Même les syndicats dits "alternatifs" sont touchés par cette gangrène. La modeste C.G.T., scission réformiste de la C.N.T. n'en finit pas de brader l'idéal anarcho-syndicaliste. Après avoir accepté en Catalogne que des *hommes politiques* accèdent aux postes de responsabilité dans cette région, ils viennent maintenant d'accepter... un syndicat de policiers, plus précisément les *Mosos d'Esquadra*, les policiers catalans!

Dans cette ambiance malsaine, l'activité de la C.N.T. en ce Premier Mai 94 a été un véritable bol d'air frais. A Barcelone, outre un match de foot qui a vu s'affronter sportivement l'équipe de Insoumis de Nou Barri (un quartier populaire de la ville) contre une sélection de la F.L.-C.N.T. (Union locale), le meeting de la matinée

a été un réel succès. Plusieurs milliers de personnes étaient venues entendre les compagnons de Catalogne mais aussi d'Euzkadi, qui leur ont montré la vivacité de l'anarcho-syndicalisme par la parole mais aussi dans les faits. L'auditoire était plutôt hétérogène (vétérans de la révolution de 36, squatters, chômeurs peu décidés à se laisser faire, étudiants rebelles, travailleurs en lutte de Texacesa, Seat ou les maîtres auxiliaires du syndicat de l'enseignement...)

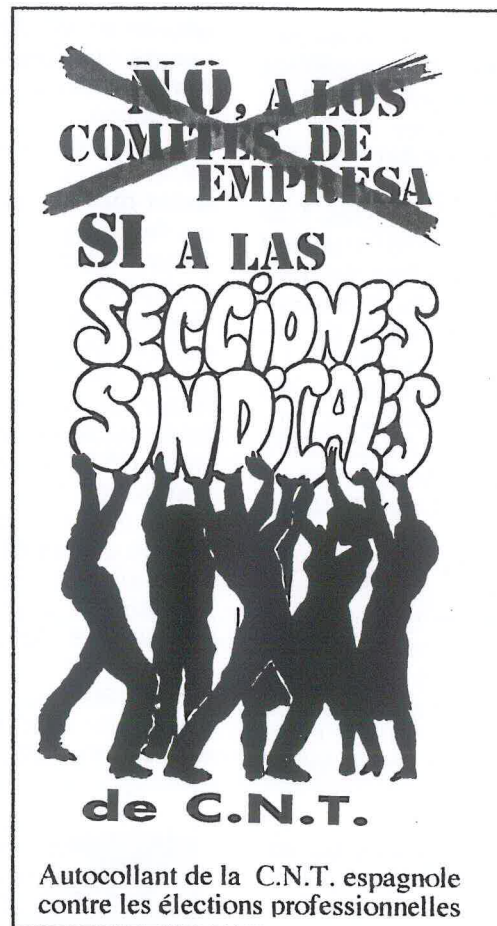
mais tous étaient unis par l'idéal et une forte conviction. Dehors, des stands proposaient une littérature riche et variée.

L'après-midi, la manifestation s'est déployée, avec une importante proportion de jeunes en tête, drapeaux rouges-et-noirs au vent, reprenant des slogans comme "Ouvrier licencié, patron pendu", "Non à la loi anti-grève", "Union, action, auto-gestion", "contre le

chômage, partage du travail et des richesses".

Une ambiance fraternelle a régné dans les rues de Barcelone baignées d'un soleil radieux. Mais comme le soulignait le tract de la C.N.T., la lutte ne s'arrête pas au Premier Mai et seul un effort quotidien nous permettra d'améliorer notre sort.

(Correspondance)



HALTE A LA REPRESSION EN BIELORUSSIE

"Compagnons,

Nous vous demandons de faire connaître les cas de répression contre les syndicalistes de l'ex-U.R.S.S..

Faites tout ce que vous pouvez pour empêcher votre pays d'aider les régimes pro-communistes des ex-républiques soviétiques (...)

Essayez d'entraver les alliances entre les firmes occidentales et les firmes de l'ex-U.R.S.S. L'implantation de telles entreprises mixtes n'amène que des licenciements et le renforcement du pouvoir des multinationales et des néo-bolchéviques"

Le S.M.O.T. de Biélorussie

Depuis que la majorité parlementaire pro-communiste a pris comme président le chef de la police Mechoslav Grib, le gouvernement tente par tous les moyens de supprimer l'Union Interprofessionnelle Libre des Travailleurs en Biélorussie (S.M.O.T.) ainsi que tout mouvement de travailleurs indépendants. La récente vague de répression n'est qu'un début. Le gouvernement pro-communiste a comme projet de détruire l'opposition ouvrière. Avec l'aide des capitaux occidentaux, les dirigeants russes et biélorusses espèrent maintenir et consolider leur pouvoir au sein d'une économie déclinante par des méthodes de production brutales. Beaucoup d'industriels et de politiciens de l'ouest coopèrent avec les gouvernements de l'ex-U.R.S.S., aidant ainsi les communistes à éliminer toute forme de résistance.

De nombreux cas de répression ont déjà été signalés en Biélorussie.

Le président du SMOT de l'usine "TRANSISTOR", Nikolai Grinchik a été congédié par la direction de l'entreprise pour avoir organisé une grève légale ainsi que des meetings réclamant que les lois biélorusses soient respectées au sein de l'usine. D'autres militants de "Transistor" sont continuellement victimes des tracasseries de la direction, en particulier Vladimir Strelyenko, Mikhail Ko-

lyesen et Vladimir Dimitrovich. A l'usine "DZERZINSKY", appartenant au complexe "INTEGRAL", de Minsk, Igor Azarko, membre du conseil des délégués du SMOT biélorusse a été sévèrement réprimé pour avoir organisé un meeting de 400 personnes et avoir distribué des tracts. La direction de l'entreprise mène une intense campagne d'intimidation contre des membres du SMOT : Segeï Skameyko, Vladimir Kholov et Nicolai Kazakievich. Il faut mettre en rapport le durcissement de l'attitude de la direction à l'égard du SMOT avec les alliances que le complexe "INTEGRAL" essaie de nouer avec les entreprises allemandes dont BOSCH-SIEMENS. L'une des conditions posées par les capitalistes occidentaux est que le complexe doit se débarrasser des syndicats, en particulier du SMOT qui lutte pour des salaires décents.

Le 28 février 94, au com-



plexe industriel "BELVAR", l'ouvrier Valentin Vayev a été arrêté et interrogé par la police pour sa participation à l'organisation d'un comité de grève et pour avoir distribué l'appel de ce comité ainsi qu'un tract du S.M.O.T.

Le nouveau directeur de "BELVAR", Nikolai Yerokhov, poursuit la campagne contre les ouvriers qui luttent. Après plus de huit ans de tentatives, la direction de "BELVAR" a trouvé un moyen pour licencier Anatoly Matveyenko, le coordinateur du S.M.O.T. biélorusse. Matveyenko a été licencié pour sa participation à une manifestation et à un meeting de protestation à Minsk le 15 février 94. Il avait également organisé les grèves chez "BELVAR" en décembre 93 et janvier 94. Une pétition de soutien à Matveyenko circule dans l'entreprise.

Le procureur de la ville de Mogilyov (à 170 km à l'est de Minsk) a poursuivi deux employés pour l'organisation de meetings et de manifestations en janvier et février 94. Les deux accusés sont Vladimir Sharapov, le président du comité local des travailleurs et Sergei Obodovsky, un militant du S.M.O.T.

• D'après des informations du S.M.O.T., de Workers Solidarity Alliance, section de l'A.I.T. aux U.S.A. et des Amis Suisses de l'A.I.T.



QUELLE LIBERATION ?

1994 est une grande année! En effet, il y a cinquante ans, en 1944, c'était le débarquement, le jour le plus long, prélude à la "libération". Cette "libération", ainsi que la deuxième boucherie mondiale qui l'a précédée, sont encore aujourd'hui un des piliers idéologiques des États occidentaux.

La version officielle de l'histoire de la deuxième guerre mondiale est des plus simples d'un côté des méchants (Italie, Japon et Allemagne) et de l'autre des gentils (France, Grande Bretagne, URSS et USA), ce qui, retranscrit dans les manuels scolaires, donne les démocraties contre les dictatures. Bien sur, l'URSS avait signé un pacte avec Hitler en 1939 et les gentilles démocraties n'ont vu le danger fasciste que lorsque celui-ci s'est mis à s'attaquer à leurs intérêts. De plus, bien des français(es) allaient dénoncer leurs voisin(e)s juifs/ves ou "rouges" à la Gestapo. Il faut voir aussi les grands modèles de démocratie : l'URSS stalinienne déportait ses opposant(e)s en Sibérie, les États-unis parquaient les immigré(e)s japonais(es) dans des camps et la France a accueilli les anti-fascistes d'Espagne derrière des barbelés.

Mais, ce ne sont là que quelques *détails*. La deuxième guerre reste, dans l'idéologie dominante, une guerre entre "démocraties" et "fascismes". Il est vrai qu'une guerre de démocrates contre des fascistes, cela fait beau, c'est héroïque, c'est une nouvelle croisade! Une guerre pour défendre des intérêts impérialistes, au contraire, c'est petit et, si on l'explique crûment, si on demande simplement aux peuples "Voulez-vous mourir pour permettre aux riches de devenir plus riches?", il y a fort à parier que peu de soldats partiront la fleur au fusil. Aussi, les gouvernants masquent la défense de leurs intérêts impérialistes par des discours idéologiques. Hitler n'envoyait pas ses soldats à l'abattoir pour permettre aux trusts d'accroître leurs profits mais pour "libérer nos frères des sudettes", "acquérir le territoire vital au peuple allemand", mener "la croisade anti-bolchévique" etc...

Dans le camp adverse il fal-

lait aussi maquiller idéologiquement cette guerre impérialiste, et ce ne fut pas difficile étant donné le niveau jamais atteint dans l'horreur qu'a matérialisé le nazisme. Si le génocide n'était pas une invention des nazis (génocides contre le peuple indien, les arméniens(ne)s...), ce fut, la première fois qu'un État utilisait à cette échelle des fichiers, une police spéciale, des méthodes de déshumanisation et d'extermination contre des personnes sous prétexte qu'elles étaient juives ou tziganes. Il ne s'agissait pas de simples pogroms comme le peuple juif en avait déjà subi depuis des siècles mais d'une exclusion, d'une déportation et d'une extermination massives et organisées scientifiquement. Aussi, les puissances alliées se sont décrétées "anti-fascistes" et ont fait passer une guerre impérialiste pour une guerre entre démocraties et fascismes. Dans les faits, bien entendu, ce ne fut pas le fascisme qui fut combattu mais d'autres puissances impérialistes. C'est ainsi que ni Franco ni Salazar ne furent inquiétés : eux ils ne faisaient que massacrer leurs opposant(e)s chez eux. Un peu plus tard les USA et leurs alliés soutinrent la mise en place de la dictature des colonels en Grèce, et de 1945 à nos

jours des régimes ouvertement racistes comme Israël, l'Afrique du sud, la Turquie ou l'Irak n'ont pas été inquiétés. C'est ainsi également qu'en avril 1944, un ministre d'État britannique rejetait catégoriquement la proposition du responsable S.S. aux questions juives Eichmann : négocier l'échange d'un million de juifs/ves contre 10 000 camions, comme étant "sans intérêt". Il avait même froidement décliné l'offre ne serait-ce que de sauver cent mille juifs/ves ou même moins en répliquant à l'intermédiaire: "Où les mettrait-on? personne ne voudra les recevoir..."

Ni le débarquement, ni la deuxième guerre mondiale, ni la "libération" n'avaient pour but de détruire le fascisme. Cela dit, l'arrivée des troupes alliées fut ressentie, et cela est tout à fait normal, par tous /tes les rescapé(e)s des camps, les juifs/ves, les tziganes, les homosexuel/les, les opposant(e)s, ... comme une délivrance. Peut-on pour autant parler de libération?

Et bien, non. Pas plus que le 11 novembre 1918 n'a marqué la fin de la "der des der", le 8 mai 1945 n'a pas libéré l'Europe du fascisme. La preuve, c'est qu'aujourd'hui, cinquante ans après le débarquement, en Allemagne, en Italie comme en France, pays soit-disants libérés du fascisme, la bête immonde renaît. En Italie des ministres du M.S.I., parti ouvertement fasciste, entrent



QUELLE LIBERATION ?

• SUITE DU RECTO

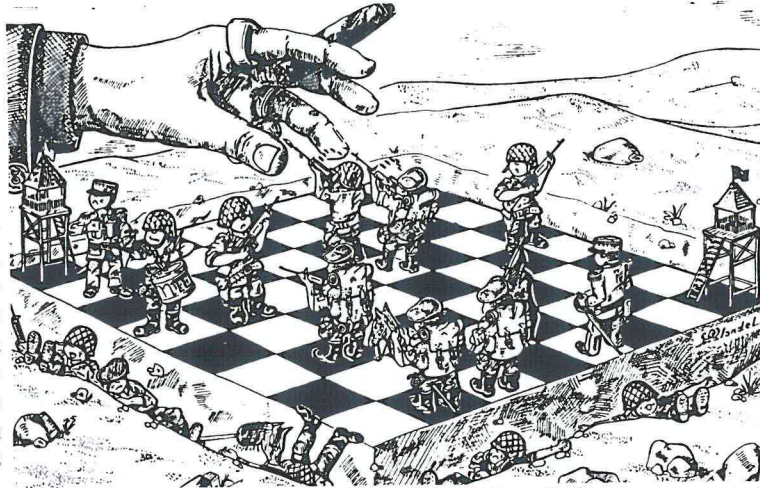
au gouvernement, en Allemagne, des néo-nazis font régner la terreur, en France les idées racistes du *Front Nazional* sont banalisées...

S'il y a eu le procès de Nuremberg en Allemagne et l'épuration en France, si certaines personnalités ont été condamnées, le fascisme, lui, n'a jamais été détruit. Tout d'abord, s'il fallait bien condamner quelques collabos ou dignitaires fascistes, il fallait aussi ne pas enrayer le fonctionnement de l'appareil d'Etat. Après 1945 comme avant, la bourgeoisie avait besoin de flics, de juges, de tout son appareil répressif. Aussi, les anciens flics pétainistes devinrent les flics de la IVème République, les juges chargés de l'épuration avaient, quelque temps avant, prêté serment à Pétain... Et puis, la deuxième boucherie mondiale terminée, on se préparait déjà à la troisième, à la guerre froide. C'est ainsi que Klaus Barbie trouva un boulot dans les services secrets U.S....

Et surtout, ni Nuremberg ni l'épuration n'ont cherché à combattre les structures politiques, économiques et idéologiques qui avaient porté le fascisme au pouvoir. Le fascisme, en effet, n'est pas un accident de l'histoire, ce n'est pas un phénomène qui vient de nulle part. Il est né et s'est développé dans une société donnée, il est l'enfant naturel de cette société, il est porté au pouvoir par elle.

Le fascisme est tout d'abord une des formes de la domination de classe exercée par la bourgeoisie sur la société. Le Parti fasciste en Italie ou le N.S.D.A.P. en Allemagne étaient financés et soutenus par le grand capital afin de mater une classe ouvrière trop remuante. Cela dit, il faut rappeler qu'en Italie comme en Allemagne, lorsque le fascisme est arrivé au pouvoir, les crises révolutionnaires d'après-guerre avaient déjà été battues. Et si les fascistes ont semé la terreur parmi les militant(e)s ouvrier(e)s, c'est, et cela est particulièrement flagrant en

Allemagne, la social-démocratie qui avait, avant, écrasé le mouvement révolutionnaire. Ainsi, quand les fascistes sont arrivés au pouvoir, la seule force qui aurait pu s'y opposer -le prolétariat révolutionnaire- avait déjà subi une défaite. Le fascisme, en ce qui concerne la mise au pas de la classe ouvrière, n'a, en fait, que parachevé le travail commencé par les *démocrates*. Si la bourgeoisie s'est servie du fascisme pour terminer la *pacification* des conflits de classe, elle en avait aussi besoin contre les bourgeoisies d'autres pays. En effet, l'Allemagne et l'Italie furent les deux grands perdants



du traité de Versailles. Aussi, les bourgeoisies nationales allemandes et italiennes devaient -pour récupérer des marchés, des matières premières, des colonies, bref, de quoi être concurrentielles- s'opposer aux bourgeoisies qui, elles, étaient sorties renforcées de la première boucherie mondiale. Et pour cela, il leur fallait une politique ultra-nationaliste et agressive.

Sur le plan politique, le fascisme n'a pu se réaliser que grâce à l'existence de structures autoritaires. Or, l'autorité est, avec la propriété, le principe de base de notre société. On entend parfois dans les médias des questions comme "*Comment se fait-il que les policiers français aient obéi à l'ordre de déporter des Juifs ?*". Cette question pourrait se poser de la même façon pour l'Allemagne ou l'Italie. S'il est vrai que de nombreux flics sont réactionnaires et racistes, il ne faut pas se limiter à la caricature. Il est fort possible que tel flic qui a envoyé dans les camps de la mort plusieurs dizaines de fa-

milles juives ait, quelques années avant, donné des bonbons au gamin de ses voisins juifs. Un bon flic, comme un bon militaire, ne discute pas un ordre, il l'exécute. Ceci était valable à l'époque et est toujours valable aujourd'hui. Y a-t-il beaucoup de flics qui refusent d'obéir à un ordre contraire à leur éthique ? Et, même si l'on quitte le cadre de la police pour celui de l'ensemble de la société, on s'aperçoit que bien peu d'individus pratiquent la désobéissance face à un ordre. Bien sûr, on n'ose pas désobéir par peur, mais aussi par habitude, parce que, depuis tout petit, dans le cadre familial

comme scolaire, on nous apprend à obéir, à faire ce que l'on nous dit, à ne jamais nous demander si cela est juste ou pas. L'Etat fasciste fonctionnait parce que, du plus petit fonctionnaire jusqu'à la tête de l'Etat, des millions de gens, pas fascistes du tout pour certain(e)s, remplissaient leur devoir, sans se poser de question, tout comme c'est le cas aujourd'hui. L'ordre peut changer,

mais, de toutes façons, on nous apprend à ne pas nous poser de question sur l'ordre que l'on reçoit, à l'appliquer.

Il ne faut pas non plus oublier que le fascisme italien -et encore plus le nazisme allemand- étaient des mouvements de masse. Il y avait peut-être après la prise du pouvoir par les nazis la peur d'être fiché comme opposant(e). Mais, déjà avant 1933, ils/elles étaient des milliers d'Allemand(e)s à se rendre aux meetings d'Hitler et à saluer en tendant le bras. En plus du côté irrationnel du spectacle nazi et fasciste, avec des symboles, des marches, une mise en scène rigoureuse et disciplinée, une négation de la réflexion individuelle au profit des mots d'ordre du Duce ou du Führer, le fascisme redonne à la masse des petit-bourgeois déclassés ou angoissés du fait de la crise économique, une place sociale. On désigne des boucs émissaires, plus faibles socialement, aux victimes de la crise : le

• SUITE EN PAGE SUIVANTE

QUELLE LIBERATION ?

• SUITE DE LA PAGE PRECEDENTE

juif ou l'immigré. Et, par là, on redonne aussi une reconnaissance sociale : chômeur peut-être, mais *aryen, italien ou français* selon le pays. On exalte à la limite de la caricature les valeurs de la société occidentale : la famille patriarcale, l'hétéro-sexualité, le nationalisme, le goût de l'effort... ce qui permet à la masse des petits-bourgeois déclassés et/ou angoissés, de retrouver une place parmi ces valeurs réactionnaires et consensuelles.

Et, la "Libération" que l'on fête aujourd'hui n'a rien remis en question de ces structures économiques, politiques et idéologiques qui ont permis au fascisme de prendre le pouvoir. Ceci ne vient pas d'une erreur de la part des troupes alliées mais d'un phénomène normal : la bourgeoisie ne pouvait pas remettre en cause le système capitaliste qui lui permet de jouir de ses privilèges de classe ni l'État qui lui permet de réprimer les révoltes et révolutions prolétariennes, ni l'idéologie qui lui permet de réaliser un consensus autour de son organisation sociale.

Du point de vue idéologique, il est vrai qu'en période de reprise économique et de plein emploi, l'idéologie dominante n'est ni raciste ni xénophobe : on ne s'oppose pas à l'immigration quand les patrons ont besoin de main d'œuvre. Dans les périodes de chômage, ce n'est plus la même chose, on désigne un bouc-émissaire -le juif ou l'immigré, mais cela peut aussi être

les femmes ou les *coûts salariaux trop élevés*. Ces discours permettent d'attaquer les acquis sociaux et de renforcer les idéologies réactionnaires. Aujourd'hui, même si dans sa majorité, la classe dirigeante condamne les violences pro-nazies (ça fait baisser les marchés du tourisme), tous les politicards du F.N. au P.C.F. parlent du "*problème de l'immigration*", c'est-à-dire qu'ils désignent la présence d'immigré(e)s sur "notre" territoire comme étant un problème. Sur ce point de vue, les racistes et les nationalistes ont déjà emporté une victoire décisive.

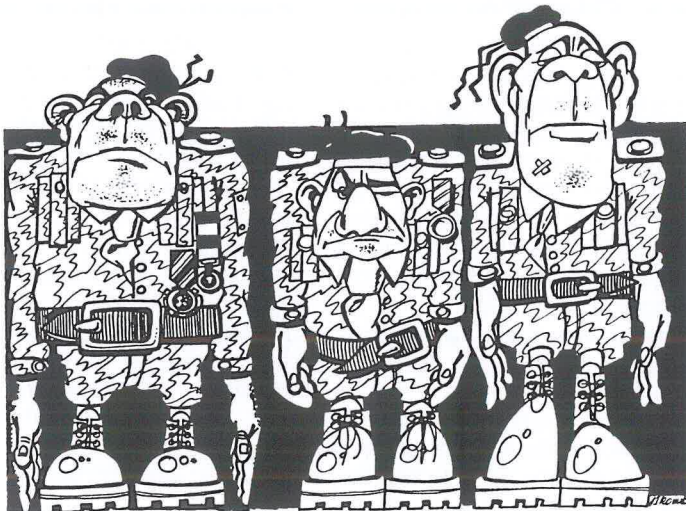
Pour ce qui est des autres bases idéologiques du fascisme, elles n'ont jamais été remises en cause : les valeurs du "*Travail, famille, patrie*", certes exprimées autrement, restent consensuelles et dominantes. A la période de la "Libération", ces valeurs étaient toujours exaltées. Ainsi, le journal dit "L'Humanité", organe du Parti "Communiste", titrait pour la "libération" de Paris : "*A chaque Parisien son Boche !*", titre scandaleux, nationaliste et xénophobe, d'autant plus scandaleux que les premières victimes du nazisme avaient été les anti-fascistes d'outre-Rhin. Le sexisme a permis au bon peuple français d'expier collectivement sa faute de collaboration en tondant les femmes qui avaient couché avec un Allemand. Les prisonniers de guerre, eux, avaient bien eu raison de *s'amuser* avec des Allemandes. Ne parlons même pas de l'homophobie, aujourd'hui encore, les cortèges homosexuels de victimes de l'holocauste sont exclus des commémorations, comme si Hit-

ler avait eu raison de faire gazer les homos. Et bien entendu, les valeurs de l'effort, de la compétition, sont toujours exaltées. Il n'y a qu'à voir pour cela les manifestations sportives et leur place dans la société : on se passionne plus pour la mort d'un coureur automobile que pour celle de centaines de milliers de Rwandais(es).

Puisque, face au fascisme, il n'y a jamais eu de libération, mais un simple retour à la gestion démocratique du capitalisme; comme les structures économiques, politiques et idéologiques du fascisme n'ont jamais été combattues, il n'est pas étonnant qu'en 1994, cinquante ans après 1944, les idées racistes et réactionnaires, portées par des mouvements fascistes, réapparaissent avec force en Europe. Et, même si les partis fascistes n'arrivent pas au pouvoir, un des principaux dangers est que les thèmes des partis sont aujourd'hui devenus des lieux communs du monde politique : *problème de l'immigration*, politique sécuritaire, développement des forces répressives, retour de l'ordre moral... etc. L'Europe se construit, Europe des capitalistes contre la classe ouvrière, Europe des flics, de l'armée et de la répression, Europe-bunker et raciste basée sur l'exclusion des immigré(e)s..;

Que faire ? Lutter contre les groupes fascistes bien sûr, non dans les urnes mais dans la rue, en essayant d'empêcher leurs meetings et manifestations, en refusant le consensus qui s'établit sur leur programme. Mais cela, sans tomber dans le piège de l'anti-fascisme. De Le Pen à Tapie en passant par Rocard, aucun des aspirants à la gestion du système ne peut être notre allié. Le fascisme étant l'enfant naturel de la décomposition du système capitaliste, c'est un combat global que nous devons mener, contre la bourgeoisie, contre l'État, contre l'idéologie dominante, pour une transformation radicale de la société dans une perspectives communiste et anarchiste. Ce combat, nous ne pourrons le mener et le gagner qu'en affirmant dans les luttes sociales une base autonome, radicale, autogestionnaire et internationaliste, c'est-à-dire anarcho-syndicaliste.

Pascal, C.N.T. du Doubs.



ANARCHO-SYNDICALISME ET SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE

Il y a deux définitions qui peuvent être, selon leurs finalités, complémentaires ou antagonistes.

Considérant l'importance du sujet, j'expose ici mon opinion.

L'importance de l'interprétation que l'on donne à chacune de ces expressions peut conduire à une certaine confusion entraînant de graves conséquences pour le présent mais aussi pour le futur de l'anarcho-syndicalisme. Il faut essayer de répondre aux questions que les militants ou sympathisants de l'anarcho-syndicalisme peuvent poser ou se poser.

Où et quand commencent l'anarcho-syndicalisme et le syndicalisme révolutionnaire et quand cessent-ils ?

J'essayerai, toujours en accord avec mes convictions, de répondre à cette importante question qui est d'actualité en ce moment dans nos milieux.

L'anarcho-syndicalisme prend naissance et commence réellement à s'exprimer et à fonctionner comme tel lorsqu'il se complémentarise ou se confond avec le syndicalisme révolutionnaire défini par l'A.I.T. (Association Internationale des Travailleurs) qui déclare solennellement et officiellement que sa finalité politique est le "communisme libertaire" lequel, par son esprit et ses principes anarchistes (disparition de l'état et de toutes ses institutions autoritaires) vise l'établissement d'un système autogestionnaire individuel et collectif intégral c'est-à-dire la mise à disposition des moyens nécessaires pour permettre que la société anarchiste soit une réalité vivante et puisse être vécue.

Il existe une logique explicable de relation directe et de cause à effet entre l'anarcho-syndicalisme, le communisme libertaire et l'anarchisme.

Voyons à quel moment et dans quelle circonstance l'anarcho-syndicalisme perd sa raison d'être.

L'anarcho-syndicalisme cessera d'exister lorsque, pour des raisons de tactique ou de stratégie on acceptera la reconnaissance de ceux qui pensent et disent (certains l'écrivent dans nos journaux officiels) que, se définir comme tel (anarcho-syndicaliste) ou simplement libertaire provoque une réaction de refus chez les travailleurs. Ils affirment ainsi que notre organisation est la courroie de transmission du mouvement libertaire et anarchiste et que la présence de ses militants est un obstacle à l'indépendance et à l'autonomie des syndicats.



Nous pouvons sinon justifier, tout au moins comprendre que, conditionnés, mentalement intoxiqués par ces erreurs, ils puissent voir les choses ainsi. Le plus grave est que cette opinion est véhiculée par certains, et qui prétendent être anarcho-syndicalistes et réalistes en même temps : il faut tenir compte de l'opinion et de la réaction du monde du travail pour être crédible. Que proposent-ils pour remplacer la définition de l'anarcho-syndicalisme (comme s'il s'agissait d'un produit de consommation) ? Ni plus ni moins qu'un ambigu et imprécis "syndicalisme révolutionnaire" qui ouvre les portes à toutes les termites de triste mémoire. Et c'est à ce moment que le syndicalisme révolutionnaire n'est plus complémentaire de l'anarcho-syndicalisme et devient antagoniste.

Il n'est pas honnête ni très responsable de déclarer d'une part être d'accord et accepter la finalité révolutionnaire de l'A.I.T. et d'autre part de le nier, pour les raisons

expliquées ci-dessus, dans les moyens de diffusion d'information destinés aux travailleurs.

Inutile de dire qu'il faut faire face à toute éventualité de vider directement ou indirectement notre organisation de son contenu libertaire et anarchiste sous quelque prétexte ou circonstance que ce soit. Action directe, refus de toute collaboration contre intervention dans les institutions créées par l'état, comités d'entreprise... L'expérience a démontré l'inutilité de ces interventions. Aujourd'hui comme hier et bien moins que demain, nous devons être intransigeants sur ces pratiques là.

La situation dramatique dans laquelle se trouve le monde et particulièrement la classe ouvrière, dû à l'incapacité et l'incompétence des partis politiques et des syndicats dits représentatifs, démontre la nécessité de la présence de notre organisation. A tous les militants conscients et convaincus que seule l'A.I.T. anarcho-syndicaliste est capable de défendre le pain quotidien des travailleurs et d'asseoir les bases d'une société plus juste et plus humaine, de diffuser et propager dans le monde du travail et dans le peuple en général, d'une manière claire et concise, nos objectifs.

A l'occasion du dernier Congrès de l'A.I.T., un ancien secrétaire a écrit très justement que "l'A.I.T. est ouverte à tous les travailleurs qui veulent adhérer, ils doivent être informés et sa philosophie est libertaire et anarchiste et que sa finalité est le communisme libertaire. Nul ni personne ne les oblige à adopter personnellement ces principes, mais, sachant clairement ces objectifs, ils devront les accepter et respecter leur diffusion et propagande".

Que ce soit bien clair, au risque de me répéter, il ne faut pas cacher ce que nous som-

ANARCHO - SYNDICALISME...

• SUITE DE LA PAGE 10

mes et ce que nous voulons.

Je pense avoir démontré en toute logique que l'anarcho-syndicalisme est fondamentalement révolutionnaire dans le bon sens du terme. A quoi cela sert-il (comme le prétendent certains) de se définir simplement "syndicalistes révolutionnaires", si ce n'est à limiter la clarté de la finalité. Personnellement, j'ai toujours été contre l'ambiguïté, le double langage et la manipulation qui créent la confusion chez les gens.

Ni les amitiés personnelles ni les intérêts matériels ne m'ont fait dévier du chemin tracé, et que j'ai choisi, il y a de cela 60 ans déjà et qui a été, est et sera la défense en tout moment et en toutes circonstances de la pureté de l'anarcho-syndicalisme ; c'est mon souhait tant qu'elle ne cessera d'être la plate-forme qui doit conduire les peuples vers leur totale émancipation.

Je conclurai en exprimant ma satisfaction si j'ai pu me faire comprendre en tenant compte bien sûr de mes petites capacités "intellectuelles".

A chacun de vous de reconnaître si mes appréciations et considérations sont plus ou moins justes ou injustifiées.

Certaines personnes penseront et diront possiblement que je vois des fantômes là ou il n'y en a pas.

De toutes façons, ce que j'ai écrit est le résultat de profondes et sérieuses réflexions et analyses après avoir directement ou indirectement constaté la réalité de la situation dans certains milieux de notre organisation.

Emile Travé, Bordeaux.

(NB : cet article a également été publié par le journal espagnol "C.N.T.", une erreur s'est glissée dans la signature. Au lieu de "Emile Travé, du Bureau Confédéral de la C.N.T.F.", il fallait lire "Emile Travé, Bordeaux, France")

Nucléaire : l'accident majeur est-il possible ?

Avec l'arrivée de la marche contre Superphénix à Paris, on a pu se rendre compte de l'inconsistance de certains antinucléaires médiatisés face au danger nucléaire. En effet, le bouquet final de cette marche fut de s'allonger par terre pour se protéger d'un accident présumé. Dans tous les cas, est-ce bien la chose à faire ? N'aurait-il pas été préférable de réagir comme il se devrait dans ce genre de situation, c'est-à-dire courir le plus vite possible pour se mettre à l'abri, en l'occurrence dans les cafés ou autres magasins les plus proche et de calfeutrer ensuite les issues le mieux possible en attendant les secours ?

L'important n'est pas que nous mourrions allongés ou calfeutrés, peu importe, mais, par de telles pratiques médiatisées la crédibilité du mouvement anti-nucléaire en prend encore un rude coup.

S'il est un argument primordial et qui pourrait suffire, s'il n'y en avait pas d'autres, c'est bien celui de l'accident majeur. Au départ, il ne devait jamais arriver; puis il y eut Three Miles Island, l'évité de justesse, Tchernobyl, son nuage radioactif qui "ricocha" soit-disant sur nos frontières. En réalité, il traversa la France sans qu'il soit pris la moindre précaution quant à l'alimentation si ce n'est pour les enfants en bas âge. Reporter la faute sur les soviétiques, est-ce bien sérieux ? Il fallut attendre l'accident pour que tout soit désastreux là bas. Avant, nos responsables français trouvaient le nucléaire soviétique plus qu'acceptable.

Peut-on encore faire confiance à ces experts, eux qui ont tant menti, tant occulté d'information. La transparence n'est qu'un leurre pour nous faire oublier le plus important : c'est que l'accident grave peut arriver. Quand ils disent "*l'accident est peu probable*" cela veut-il dire pour autant qu'il soit impossible ? "*Nos réacteurs sont plus sûrs que les soviétiques*". Il n'y a pas grande difficulté à cela, et cela ne veut pas dire non plus qu'ils soient sûrs pour autant. Pourquoi font-ils de la recherche pour des réacteurs intrinsèquement sûrs si ceux qu'il y a en ce moment le sont ? "*Nos réacteurs ne peuvent pas exploser comme à Tchernobyl*". C'est faux pour Superphénix. Est-ce vrai pour les autres ? Ont-ils vraiment étudié tous les scénari possibles ? N'existe-t-il pas un risque d'effet missile du aux fissures sur le couvercle du réacteur et dont les effets et les conséquences sont imprévisibles ? Les accidents sont toujours bêtes et stupides, et, si ce n'était qu'un problème de réacteur, ça n'aurait pas grande importance. Mais, par contre, dans le cas où cela peut mettre en danger la vie de milliers voire de millions de personnes, cela devrait être inacceptable pour la population. Est-ce que parce que la probabilité est faible que le risque sera faible lui aussi ?

Peu importe quand et comment cela va péter si cela peut péter. Le plus important c'est de savoir quelles seront les conséquences d'un tel accident sur la population, les problèmes sociaux et économiques que cela amènera. Beaucoup de personnes méfiantes ou opposées au nucléaire attendaient l'accident comme s'ils attendaient la preuve, la délivrance même. Le hic c'est qu'après l'accident, les problèmes de toutes sortes empêcheront encore plus son arrête et son remplacement. La gestion de ce type d'accident ne pourra être que militaire et l'Etat, collaborateur obligé du système capitaliste, sera le seul à pouvoir aménager notre survie... Je ne saurais encore trop recommander la lecture du livre de Roger et Bella Belbeoch : "TCHERNOBYL, UNE CATASTROPHE", 85 f (au lieu de 125) + frais de port, en passant par l'interco 91 : CNT, 5 chemin de la Bonde, 91490 Dannemois.

Un adhérent C.N.T. 91

• COURS D'ESPAGNOL

Se perfectionner en castillan en travaillant sur des thèmes comme l'écologie, le pacifisme, le sexisme, l'Amérique latine, la situation politico-sociale... C'est possible. Pour plus de renseignements, s'adresser Casa S. ANA, 39697 SOTO IRUZ, CANTABRIA, ESPAGNE.

• REPRESSION EN ARIEGE

L'Union locale C.N.T. de Toulouse a publié un communiqué de protestation contre l'arrestation d'Alain Felieu, militant anarchiste de la F.A. à la suite de divers collages dans sa région. Les conditions rocambolesques dans lesquelles ont eu lieu son arrestation justifient en particulier notre réprobation la plus totale. Compte-tenu de la maigreur des charges on se demande sur quelles bases aura lieu le procès !



• UNE SOIREE MOUVEMENTEE

• Caen : Le vendredi 8 avril, Le Pen est venu à Caen pour faire sa retape politicienne en vu des élections européennes. Une manif de protestation a été appelée par les organisations réformistes. La C.N.T. a participé de manière autonome à cette manif. Cette dernière a rassemblé près de 600 personnes, en majorité des jeunes et s'est déroulée dans une

relative tension. En effet, un certain nombre de jeunes étaient venus avec la ferme intention d'en découdre avec l'extrême droite, ou, à défaut, avec la police qui la protégeait. Une manière comme une autre d'exprimer leur colère face à la recrudescence des provocations et des violences fascistes entre autre sur le Campus universitaire de Caen (°a). Arrivés devant le Palais des Congrès où avait lieu le meeting du Front National, les manifestants se sont heurtés à un dispositif policier relativement étoffé. Une fois de plus, le S.O. des "UNEFs" a été débordé.

Comme en janvier 92, le face à face a très vite dégénéré et des affrontements sporadiques ont eu lieu pendant plus de deux heures. Plusieurs C.R.S. ont été blessés et deux manifestants interpellés, jugés et condamnés à un mois de prison avec sursis.

Un rassemblement de solidarité a eu lieu le jour de leur procès. La C.N.T. était bien entendu présente.

U.I. C.N.T. de Caen

(°a): destruction des locaux de l'UNEF, agressions physiques contre des militants et des personnes qui, sur le campus avaient arraché leurs affiches par une quinzaine de nervis armés de barres de fer.

• ALBI - 1er OCT.

Le Collectif des Objecteurs Tarnais organise une fête antimilitariste le samedi 1er octobre à la MAISON POUR TOUS d'Albi (direction CANTEPAU), au programme : ouverture des stands à partir de 17 h., spectacles de contes par les compagnons de l'autan à 18 h 30, apéro folk à 20 h.. A partir de 22 h. Hedgehogs (musique irlandaise) et Rosmary's baby (rock).

• QUESTIONNAIRE BALLADUR

Pour effacer l'impact du C.I.P. sur les jeunes, Balladur avait annoncé qu'on allait voir ce qu'on allait voir : un questionnaire "spécial jeunes". Le résultat est d'une platitude totale. Jamais questionnaire n'a été aussi nul... et aussi cher : 30 millions de Francs ont été ont été claqués !

L'affiche des Jeunes Libertaires que nous reproduisons ci-contre exprime certainement l'opinion de très nombreux jeunes.

Cette affiche est disponible à Toulouse ainsi que les affiches reproduites page suivante.

QUESTIONNAIRE BALLADUR

Le gouvernement nous prend :

1 Tout à fait pour des cons

2 Plutôt pour des cons

3 Pour des cons, mais gentils

4 Pas assez cons pour répondre à son questionnaire



PARENTAL ADVISORY
JEUNES LIBERTAIRES
7 rue St Romésy
31000 To. losé
Copy Diffusion Service

Il était une fois une jeunesse- et aussi des moins jeunes- qui ne voulaient pas s'en laisser conter et compter. Il était une fois un gouvernement grugeant, trompant et tapant du poing, disant "Non jamais nous ne céderons", et qui céda et cassa sa décision; ensuite des manifestations de milliers de jeunes- lycéens, chômeurs, étudiants et jeunes travailleurs- dans les rues des grandes villes françaises et même des sous préfectures (lorsqu'il y avait un lycée technique).

Mais il y eut quelques jeunes, au cours de ces manifestations ou à leur issue, qui furent ramassés, embastillés dans les commissariats centraux des villes avant d'être cités à comparaître devant les tribunaux.

A Toulouse, ils sont trois dans ce cas: trois jeunes, un chômeur, un étudiant et un lycéen (ce dernier, mineur, jugé séparément). Les deux premiers sont donc passés à l'audience correctionnelle du tribunal de grande instance de Toulouse le 16 Mai 1994.

Avant ce jour, il y avait eu appel d'un groupe récent "la manif après la manif". De leur côté, les Jeunes Libertaires avaient lancé une campagne de soutien, en particulier dans les lycées (tracts...)

Mais le "soufflé" étant retombé, le "souffle épique" des manifestants s'étant tari, nous n'étions d'abord présents vers 13 heures qu'une vingtaine puis une centaine.

Le procès des deux prévenus (c'est le nom donné aux deux accusés que nous soutenons, cet étudiant et ce chômeur toulousains) ne passera pas avant 17 heures 30. Il faut donc attendre dans la salle.

C'est après le goûter (les officiels se sont retirés un quart d'heure) qu'aura lieu le procès que nous attendons.

Chaud échange de l'Avocat, Marie-Christine Ete- lin, et du Procureur, une dame ou demoiselle d'un bon parti pris à l'avance,

qui nous évalua- dit-elle outrée- à plus de 300 dans la salle, menaçant d'évacuer la salle au moindre mini-incident... Président du Tribunal président bien, c'est à dire sachant arbitrer, un peu à la façon du roi Salomon, et faute de pouvoir ou vouloir trancher, après avoir fait

s'expliquer chacun leur tour nos deux prévenus, il décida de l'ouverture d'une instruction: en l'occurrence, nous souhaitons que ce procédé puisse être assimilé à un artifice. De la sorte, il n'y a pas eu de décision sur l'audience, ni de renvoi de l'affaire pour jugement à une date fixée, pas plus que de renvoi de l'affaire à une nouvelle date pour re-plaidoirie et re-explication du dossier.

Le président a gentiment ajourné l'affaire- au grand

dam du Procureur.

À ce jour, le Président n'a encore fait citer personne: ni un prévenu, ni un quelconque témoins (parmi les témoins, les policiers accusateurs qui ne s'étaient pas déplacés et dont l'Avocat a demandé l'audition) afin de commencer l'instruction. Commencera-t-elle cet été? Les vacances judiciaires débutent rituellement le 14 Juillet, même si des permanences restent ouvertes au Palais. Conclusion: tant que l'instruction n'est pas close, il ne peut y avoir de date d'audience, et sans audience, pas de jugement!

MODE D'EMPLOI PROCES C.i.P.



AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Depuis peu, une publicité parcourt pernicieusement les entrailles de nos écrans de télévision et vient sournoisement agüicher nos sens par son idyllisme et la parfaite harmonie qui en émane. On peut y contempler, pendant un laps de temps qui, pour une annonce publicitaire semble infini, ce qui apparaît être un nouvel Eden.

Que signifie cette ostentatoire exhibition ? Lorsque dans toute sa quintessence elle m'est apparue pour la première fois, quelle n'a pas été ma surprise et ma stupéfaction d'en découvrir l'angélique géniteur ! C'est en effet le Ministère de l'Intérieur qui est à l'origine de cet onirique havre de paix et de ces hallucinations paradisiaques ! Monsieur Pasqua et ses acolytes délaisseraient-ils quelque peu l'expérimentation des substances lacrymogènes sur l'homme pour conquérir l'univers poétique des ondes ? Toujours est-il que des milliards auront été dépensés pour mettre en oeuvre cette énorme supercherie qu'est le "débat national pour l'aménagement du territoire". N'y a-t-il pas une contradiction lorsque le gouvernement dépêche des questionnaires dans tous les lieux publics français avec pour objectif que chaque citoyen puisse exprimer son opinion sur la meilleure façon d'améliorer l'environnement et la qualité de vie, alors que parallèlement la politique adoptée par ce même gouvernement est de supprimer une majorité de services publics en milieu rural (écoles, bureaux de poste, transports en commun...), ceux-ci étant la base de la vie sociale et démocratique ? Il y a indubitablement une faille dans le système et cela se traduit par un désintérêt total de la part de la population dans ce genre d'actions puisque seuls peu de français n'ont pas semblé avoir subodoré de perfidie dans cette comédie fallacieuse et ont daigné répondre. Les tergiversations du gouvernement n'ont pour but que de faire croire en une démocratie qui, faute d'authenticité, n'en est que plus malade. Il ne reste plus aux citoyens qu'à observer, impuissants, ce débat qui ne se réduit plus en fait qu'à une polémique entre les volontés divergentes du Premier ministre et du Ministre de l'intérieur.

Que de fourberies se cachent derrière de saintes apparences.

Toulouse le 4

mai 94

Compagnons,

Ci joint de ma part; un chèque de 5.000 Francs pour solidarité au procès du 16 Mai 8 h et pour propagande, tracts, affiches, et journaux.

Je vous demande d'en faire la meilleure utilité possible !

Pour ma part j'ai suivi pied à pied les événements de Mars et d'Avril 94.

J'espère qu'il y en aura d'autres ! Surtout pour la relève des anciens minoritaires par d'autres jeunes moins minoritaires ? Pendant 4 ou 5 fois j'ai parlé avec les lycéens du collège Guinemer de la rue Léo Lagrange au "Busca" il y avait beaucoup de groupes dehors alors j'en ai profité pour débroussailler le terrain.

Faites lire cette lettre en assemblée générale pour donner un peu de tonus aux jeunes !

Recevez tous mes amitiés Anarcho-Syndicalistes.

V. J.

MAUDITE SOIT LA GUERRE



C'est symboliquement le 8 mai qu'à Montbrun, village de la Haute-Garonne, une petite centaine de personnes a participé au monument aux morts au dépôt d'une gerbe noire-et-rouge barrée de l'inscription "QUE MAUDITE SOIT LA GUERRE".

Sous la halle, de nombreux stands -dont celui des J.L. et de la C.N.T.-attendaient les badauds qui toute la journée défilèrent malgré un temps maussade, le tout dans la bonne humeur et au son d'un orgue de barbarie qui a égrené toute la journée des chansons sociales. Rendez-vous est déjà donné pour l'an prochain.

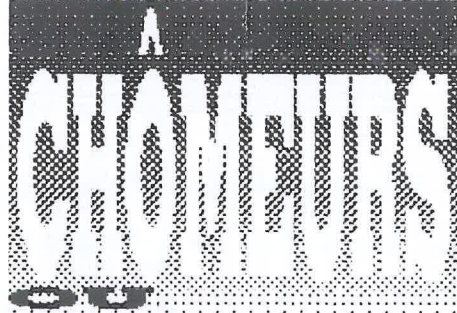
Moins de 3 semaines après qu'AC soutenue par la CGT, CFDT etc..., aient fait marcher des chômeurs à Paris, voilà que l'on reparle de la représentation des chômeurs. Cette revendication commune à AC, au MDPT, est reprise localement dans "La Dépêche du Midi" du 14.06.94 sous le titre étrange de "Amorce de mobilisation". Nous y lisons que "l'idée" (peu originale), d'un chèque associatif ou syndical a été lancée à l'initiative du MDPT. Dans ce projet, "Tout demandeur d'emploi inscrit depuis 4 mois à l'ANPE recevrait, *pour se faire représenter par une association ou un syndicat*, une somme annuelle de 500 francs". Cela représente un potentiel de 2 Milliards de francs lourds, alors même que l'association en cause avoue, dans le même article, qu'elle ne sait pas "Dans quelle mesure ils (les chômeurs) sont désireux de participer à cette mobilisation pour eux".

C'est extraordinaire. Tout se passe en fait comme s'il s'agissait d'une prestation d'un nouveau service dont on étudie au préalable le marché. Comment, dès lors, envisager qu'une minorité d'arrivistes qui s'appêtent à faire carrière sur le créneau du chômage soient désireux de liquider une source de profit substantielle? Nous avons connu ce processus, avec les guerres devenues aujourd'hui des "opérations humanitaires", avec l'exploitation du salarié devenue un "droit", avec les SDF devenus des "vendeurs de journaux"... Tant que les guerres, le salariat ou la misère resteront des sources de profit il continuera, quelque soit le discours politique tenu, à y avoir des cadavres et des miséreux, parce que les marchands les ont transformés en *produits*.

Il en sera de même pour le chômage, l'allocation versée par l'État (*1) à travers les chômeurs, ira directe-

ment dans les poches de ses "représentants" lesquels n'auront aucun intérêt à contester l'État, qui en fin de compte les payera, ni même à supprimer le chômage qui sera leur raison sociale d'exister. Ce type de fonctionnement qui fait que quelqu'un, dans une situation dramatique d'isolement et de marginalisation, n'a d'autres moyens pour se défendre et se protéger, que de se payer un soutien porte un nom :

ORGANISATION AU SOMMET



ORGANISATION À LA BASE?

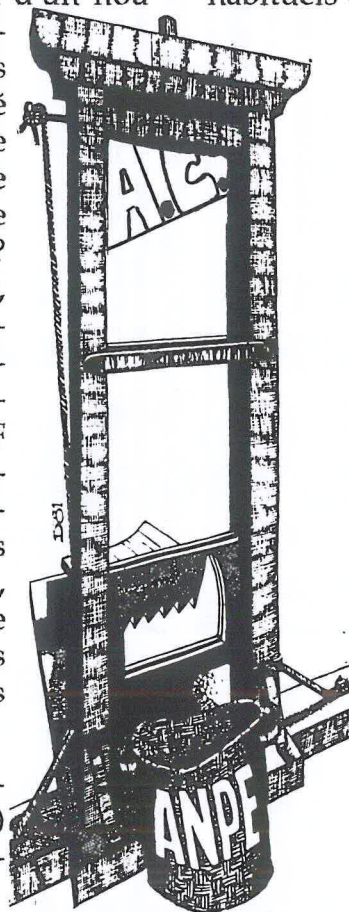
PROXENÉTISME. Ce proxénétisme social ne fera qu'aggraver la situation en rendant plus dépendants encore les gens touchés par le chômage. De produit non rentable le chômeur sera devenu, ainsi, un produit négociable, facteur de plus value, pour les entreprises habituelles de racket (syndicats, partis, associations véreux...). De l'opportunisme électoral aux pensions et traitements des arrivistes syndicaux ou politiques, l'anarcho-syndicalisme a toujours combattu le proxénétisme social.

Le fait que les souteneurs et récupérateurs (*2) habituels des mouvements sociaux se produi-

sent à côté des associations de chômeurs doit conduire ces dernières à se prononcer clairement sur le problème de leur institutionnalisation et de leur mode de fonctionnement. En tout état de cause, nous accompagnerons dans leur lutte ceux qui favoriseront le réveil des capacités des individus, leur organisation à la base et la construction d'une force collective indépendante du pouvoir économique et politique, quel qu'il soit.

(*1) Quand on dit l'Etat, c'est en fait nous tous (chômeurs compris) qui allons participer à engraisser des parasites, puisque les fonds de l'Etat sont des fonds collectifs issus de la C.S.G....

(*2) Parmi le menu fretin qui suit les gros maquereaux, on a remarqué la signature d'une soit-disante "C.N.T.". Il s'agit bien entendu de nos scissionnistes, partis pêcher en eaux troubles.



**SI IL Y A UNE CHOSE
QUE NOUS DETESTONS?**

L'ÉTAT

**SI IL Y A UNE CHOSE
QUE NOUS AIMONS?**

LA LIBERTÉ

CNT
**Jeunes
Libertaires**

AIT

SI VOUS ÊTES INTÉRESSÉS PAR DES AUTO-COLLANTS, AFFICHES... CONTACTEZ L'UNION LOCALE DE TOULOUSE.

LE C.I.P. A VECU

...Mais la loi quinquennale,
les lois Pasqua, l'Eglise, l'armée,
les flics, les patrons, l'Etat...

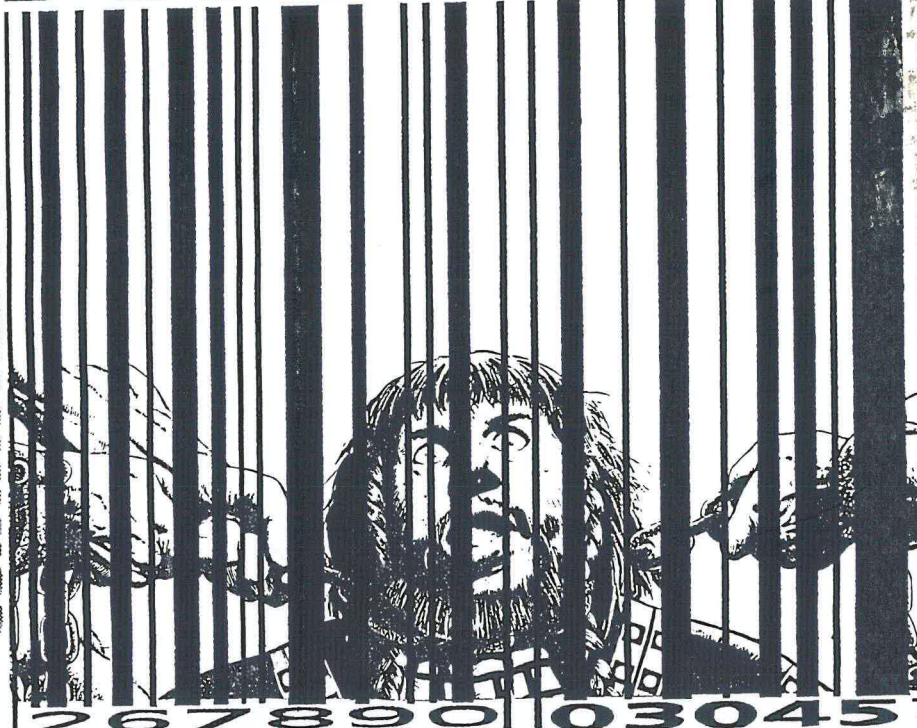
**SONT TOUJOURS LÀ !
ALORS, AU TRAVAIL !**

CNT **AIT**

SYNDICAT INTERCORPORATIF DE LISIÈRE
BP 223, 38405 St Martin d'Hères Cedex

PRISONNIERS

D'UNE SOCIÉTÉ



267890103045

DE C. SOMMATIO

Jeunes Libertaires 7 rue St Remes